

Avec la vidéo ci-dessous, Amnesty International lance ce 21 octobre 2015 une campagne afin d'obtenir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale de la proposition de loi de Jean-Pierre Sueur, adoptée à l'unanimité par le Sénat le 26 février 2013, « *tendant à modifier l'article 689-11 du code de procédure pénale relatif à la compétence territoriale du juge français concernant les infractions visées par le statut de la Cour pénale internationale.* »

Le film renvoie à une [pétition](#).

.